

## **Le vent de révolte touche la Libye...**

S'opposer au dirigeant libyen, Mouammar Kadhafi, était inconcevable avant les révoltes populaires qui ont agité la Tunisie et l'Égypte. **Encouragés par Internet, les dissidents libyens entendent bien imiter leurs voisins...**

Cerné par deux révolutions populaires en Tunisie et en Égypte, la Libye, dirigée d'une main de fer par le colonel Mouammar Kadhafi, est contaminée à son tour par la fièvre de la cyberdissidence. **Depuis plusieurs semaines, la jeunesse libyenne est en train d'exploiter la puissance de YouTube, Facebook et Twitter pour exprimer son opposition au régime. Un événement sans précédent.**

Depuis l'arrivée au pouvoir du « guide de la Jamahiriya libyenne » en 1969, la communauté internationale a **difficilement obtenu des informations crédibles et indépendantes** en provenance de cet État nord-africain, longtemps isolé diplomatiquement. **Mais cette semaine, le site de partage de vidéos en ligne, YouTube, a été inondé d'images amateurs des violentes protestations qui se sont déroulées, dans la nuit de mardi à mercredi, à Benghazi, dans l'est du pays. Selon un dernier bilan, 38 personnes ont été blessées durant les échauffourées.**

### **Diffusés par les médias, relayés par les internautes**

Les vidéos ont été diffusées par les principaux médias internationaux et massivement relayées sur la Toile par les internautes via les réseaux sociaux Twitter et Facebook à la veille du « jour de colère » que les opposants libyens ont planifié pour ce jeudi.

Ces derniers ont invité la population à descendre dans les rues à travers une page Facebook intitulée « Révolte du 17 février 2011: jour de colère en Libye ».

**Créé le 28 janvier par Hassan al-Djahmi, un dissident libyen exilé en Suisse, le groupe compte jusqu'ici plus de 14 000 fans.**

« **Internet a joué un rôle décisif pour répandre l'esprit de dissidence en Libye, explique Guma el-Gamaty, un écrivain libyen basé à Londres.** Au cours des deux derniers mois, le nombre de jeunes qui ont rejoint les groupes Facebook et le réseau Twitter a explosé. Ils sont plusieurs dizaines de milliers à se connecter pour discuter et s'organiser sur Twitter », poursuit-il.

### **Le réseau télécom contrôlé par le fils de Kadhafi**

**À l'instar de plusieurs pays de la région, la Libye abrite une population très jeune. Près de 33 % des 6,5 millions de ses habitants ont moins de 14 ans.** Mais contrairement à l'Égypte, qui, avec ses 80 millions d'habitants, demeure le pays arabe le plus peuplé, la Libye, avantagée par de solides réserves pétrolières, est parvenue à assurer un niveau de vie plus élevé à sa population et à maintenir des prix bas pour les produits de première nécessité. « Mais le manque d'infrastructures fait que le taux de pénétration du réseau Internet n'est pas très élevé », note El-Gamaty.

Et pour cause, la grande partie des infrastructures de la Jamahiriya libyenne, régie par un cocktail atypique de socialisme et d'islam, est nationalisée **et contrôlée par une clique de proches du colonel Kadhafi. Le patron des compagnies publiques de télécommunications – Libyana et Al Madar, qui fournissent des services de téléphonie mobile et l'accès à Internet – n'est nul autre que Mohammed Mouammar Kadhafi, le fils aîné du « guide ».**

## Twitter à la rescousse

Par conséquent, **l'accès au Web et à certains sites reste étroitement contrôlé par Tripoli.** « Il y a trois mois, ils ont bloqué le site YouTube, à l'instar de Facebook quelques temps plutôt. On s'attend tous à ce qu'ils recommencent en coupant carrément la connexion Internet dans les prochains jours », affirme Mojahed Bossisy, un journaliste libyen basé au Qatar.

Malgré la censure, le site Twitter, particulièrement utilisé par les cyberdissidents tunisiens et égyptiens, reste néanmoins fonctionnel. À la veille du « jour de colère », de nombreux internautes se sont employés à indiquer aux Libyens les démarches à suivre pour contourner un éventuel blocage.

## Du rap anti-Khadafi

**Par ailleurs, le site libyen Khalas ! (« Ça suffit ! »), lancé en 2009 par des Libyens exilés aux États-Unis, participe pleinement à la campagne d'opposition contre le régime dictatorial de Kadhafi, qu'il dénonce en langue anglaise et en arabe. Ce site a notamment offert une tribune au rappeur Ben Thabet, auteur de chansons incendiaires contre le régime, qui a appelé les Libyens à la révolte et à s'inspirer de la révolution tunisienne.**

La plupart des observateurs s'accordent cependant à penser qu'un scénario d'escalade à l'égyptienne ou à la tunisienne est peu probable dans la Jamahiriya libyenne. « La tolérance zéro appliquée par le régime n'a pas permis l'émergence d'une opposition organisée ou reconnue. Pas plus qu'il n'existe d'institutions civiles, de syndicats, de liberté d'expression ou de presse », explique El-Gamaty.

**Il existe toutefois une multitude d'ingrédients qui peuvent entretenir le vent de révolte en Libye : la jeunesse de la population, le taux élevé de chômage, la corruption généralisée du régime, la faiblesse du système de santé et une rancœur très répandue au sein de la population. El-Gamaty est l'un de ces nombreux dissidents libyens qui reconnaissent qu'il sera difficile de faire la révolution, mais pas impossible.**

Rattrapage d'actu

Muammar, Michèle et Michel : l'essentiel de l'actu de la semaine

Par Alexandre Pouchard | Journaliste | 20/02/2011 | 09H47

Après la Tunisie et l'Égypte, d'autres pays du monde arabe s'embrasent contre les régimes en place. C'est en Libye qu'elle a été la plus violente, avec la mort d'au moins 84 manifestants cette semaine selon l'ONG Human Rights Watch. A Benghazi, la deuxième ville du pays, deux policiers ont été pendus par les protestataires, vendredi. Ils réclament le départ de Muammar Kadhafi, dictateur depuis quarante ans.

**dimanche 13 février 2011**

**Ceux parmi les observateurs qui disaient que la Libye était immunisée contre le vent de la révolte qui souffle sur bon nombre de pays arabes du Maghreb et Machreq ont sûrement fait un faux pronostic. « Une journée de la colère » contre le régime de l'inamovible Colonel Mouammar Kadhafi, est programmée dans tout le pays, par des groupes d'opposants libyens pour le 17 février prochain. Pour anticiper tout débordement, le guide libyen a réuni d'urgence, une cellule de crise et donné ses strictes instructions à tous les chefs des services sécuritaires, dont le redoutable service secret des Moukhabarat.**

La première victime de ces instructions est l'activiste et écrivain **libyen Jamal al-Hajji**, supposé être l'instigateur de l'appel via Internet, à la manifestation. Ce militant des droits de l'homme ayant la double nationalité libyenne et danoise, a été arrêté le 1er février dans un parking de Tripoli, par une dizaine d'officiers des Moukhabarat, qui lui ont collé le délit de fuite après avoir percuté un piéton avec sa voiture. Les agents vêtus en civil relevaient non de la police de la circulation mais de la fameuse Agence de sûreté intérieure spécialisée dans les arrestations d'opposants politiques. L'appel à « une manifestation de masse à travers le pays contre le régime en place », a été lancé via Internet par la Conférence nationale pour l'opposition libyenne qui regroupe des opposants libyens et principalement des étudiants.

**Le colonel Kadhafi qui avait pris la défense de ses homologues tunisien, Zine El Abidine Ben Ali et égyptien, Hosni Moubarak, a également ordonné à ses subalternes de mater toute forme de rébellion et de faire barrage aux tentatives de manifester dans les rues à Tripoli et dans d'autres villes du pays.**

**Le Colonel Kadhafi a lancé des critiques acerbes à l'endroit de la chaîne de télévision qatarie Al-Jazeera, qu'il accuse d'avoir incité à la rébellion en Tunisie et en Egypte.** Il n'a pas non plus, épargné le Mossad, services secrets israéliens, qu'il accuse d'être à l'origine de la situation actuelle en Egypte et dans d'autres pays arabes.

Arrivé au pouvoir au lendemain de son coup d'Etat, le 1er septembre 1969, contre le roi Idriss Ier, Kadhafi, conduit d'une main de fer son pays, aidé en cela par les fameux comités révolutionnaires qui quadrillent tout le pays.

**Son fils Seif Al-Islam**, très impliqué dans le monde de la politique, est pressenti pour prendre sa succession. En attendant la « journée de la colère », le colonel kadhafi réunit chaque jour son staff sécuritaire pour faire le point de la situation dans son propre pays mais également chez ses voisins l'Egypte et la Tunisie.

**Il a également critiqué la chaîne Al-Jazeera, coupable selon lui d'avoir incité à la rébellion égyptienne. Mais le colonel a aussi pris la défense du président égyptien. « Ce n'est pas juste de s'en prendre à Moubarak. C'est un pauvre homme qui n'a même pas d'argent pour s'acheter des habits. Et nous l'avons aidé plusieurs fois. Les services secrets israéliens sont à l'origine de la situation actuelle », a-il dit.**

La réponse du régime libyen face aux menaces de manifestation ne s'est pas fait attendre. D'après Amnesty International, l'activiste et écrivain Jamal al-Hajji a été arrêté par les autorités suite à son appel à la manifestation publié sur internet. L'homme a été arrêté le 1er février dernier. Il était accusé d'avoir percuté un piéton avec sa voiture, une faute que l'écrivain conteste.

Concernant l'accès à Internet en Libye : le 24 janvier, selon le journal Al-Manara, l'accès au site Youtube a été bloqué, ainsi que les sites de plusieurs partis politiques libyens basés à l'étranger, et ceux de médias indépendants comme Libya Al Youm, Jeel Libya, Akhbar Libya, et Libya Al Mostakbal.

Cette mesure a créé beaucoup d'émotion parmi les blogueurs libyens qui craignent que cette censure puisse être étendue aux blogs personnels. Certains groupes sur Facebook, comme "We want YouTube back in Libya" ont organisé une campagne en ligne contre ce blocage.

**Le 30 Décembre dernier**, deux jeunes militants de l'opposition, Mazigh et Madghis Bouzakhar, ont été arrêtés par la police Lybienne, pour avoir fait part de leur opposition au régime en place.

Ces dernières heures selon la chaîne Al Jazeera qui relaie l'information, l'un des groupes de presse numérique, les plus actifs dans la lutte envers le président Kadhafi, « Al Manara », a subi des attaques informatiques visant à pirater son site internet, ainsi que sa page Facebook, et que ces attaques venaient directement de Lybie. Qui plus est, tous les médias numériques, ou autres sources d'informations numériques, qui avaient rapportés des informations sur les mouvements contestataires en Lybie ont eux aussi été piratés. Une censure pure est simple de la presse, de l'information et de la toile. Le président Kadhafi, craint comme beaucoup de chefs d'états d'Afrique du Nord que la mouvance suscitée par la Révolution du Jasmin, et qui a engendré la chute du président Ben Ali ne puisse prendre la même dimension au sein de la Libye. En censurant ainsi la presse et surtout Internet, le président s'assure que la e-révolution n'atteigne pas son territoire, et du fait, s'assure de garder un contrôle absolu sur l'intégralité des propos qui peuvent être tenus à son encontre au travers de la presse et du média numérique.

### **Le sort de Khadafi est lié à celui des autres dictateurs arabes : Le Point écrivait le 29 janvier 2011**

Le numéro un libyen Mouammar Kadhafi s'est entretenu samedi au téléphone avec le président égyptien Hosni Moubarak, "pour se rassurer sur la situation en Égypte", au cinquième jour de manifestations appelant à la chute du régime, a rapporté l'agence libyenne Jana. "Le frère leader de la révolution, président du sommet arabe, a appelé samedi matin le président Hosni Moubarak (...) pour se rassurer sur la situation en Égypte", a indiqué l'agence, qui ne donne pas de détail sur la teneur de l'entretien.

### **Le vent de révolte touche la Libye... 17 février 21:36, par Mohamed**

Des coups de feu étaient entendus ce soir dans la ville de Benghazi, la deuxième ville de Libye, a indiqué à l'AFP un témoin. "Nous entendons des coups de feu dans plusieurs parties de la ville", a indiqué à l'AFP Ramadhan Briki, le rédacteur en chef du journal libyen Quryna basé à Benghazi, à 1.000 km à l'est de Tripoli.

Il n'était pas en mesure d'indiquer s'il y a des affrontements ou des victimes. "Vu les difficultés, nous n'avons pu savoir s'il y a eu des morts ou non", a précisé Ramadhan Briki. Son journal, qui cite des témoins, a indiqué sur son site internet que des manifestants avaient incendié en début de soirée un poste de police de Benghazi.

Des appels avaient été lancés sur Facebook pour faire de jeudi une "journée de la colère" contre le régime du colonel Mouammar Kadhafi.

Six personnes ont été tuées dans la journée dans des affrontements entre forces de l'ordre et manifestants anti-régime à Benghazi, selon des sites d'opposition basés à l'étranger.

Reuters February 21, 2011, 2:33 am

TRIPOLI/MANAMA (Reuters) - Libyans protesting against Muammar Gaddafi's rule appeared to control the streets of Benghazi on Sunday, even though the security forces have killed scores in the bloodiest of multiple revolts now rocking the Arab world.

Witnesses said Libya's second city was in chaos, with government buildings ransacked and troops and police forced to retreat to a fortified compound, from where they picked off demonstrators with sniper and heavy-weapons fire.

"The security forces are in their barracks and the city is in a state of civil mutiny," one witness told Reuters.

In the Gulf kingdom of Bahrain, thousands of mainly Shi'ite protesters gathered in a square in the capital Manama, some calling for political change and others hoping for talks with the island's Sunni rulers.

The main opposition party said, however, that it wanted the crown prince to show signs of addressing opposition demands before any formal dialogue could start.

In Iran, thousands of security personnel were deployed on the streets of Tehran and other cities to prevent protesters rallying in spite of a ban, opposition websites said.

Unrest also hit Yemen, Morocco, Oman, Kuwait, Algeria and Djibouti over the weekend as people took to the streets demanding political and economic change.

The clamor for reform across a region of huge strategic importance to the West and the source of much of its oil began in Tunisia in December. The overthrow of President Zine al-Abidine Ben Ali then inspired Egyptians to rise up against strongman Hosni Mubarak, overthrowing him on February 11.

The tide has challenged Arab leaders, including many who have long been backed by the West as vital energy suppliers and enemies of Islamist militants. While each uprising has its own dynamics, from religion to tribalism, all protesters seem united by frustration over economic hardship and a lack of political freedom under entrenched elites.

Secretary of State Hillary Clinton said the Bahraini government should step up reform efforts rather than attacking peaceful protesters.

"We've been very clear from the beginning that we do not want to see any violence. We deplore it. We think it is absolutely unacceptable," Clinton told the ABC News program. This Week, according to a transcript released by the network.

## **BLOODSHED IN BENGHAZI**

In Libya, Gaddafi responded to the biggest challenge of his four decades in power with ruthless force. New York-based Human Rights Watch said security forces had shot dead at least 170 people, mostly in the eastern coastal city of Benghazi. At least 20 of them were killed overnight after the security forces fired heavy weapons at civilians from a fortified compound.

The situation there was confused as the government has restricted media access and communications have been patchy.

From conflicting accounts given over poor phone lines, it appeared the streets were under the control of protesters while security forces had pulled back to the compound, known as the Command Center, from where they shot at people

One witness said many police and soldiers had joined protesters.

"Right now, the only military presence in Benghazi is confined to the Command Center Complex in the city. The rest of the city is liberated," said another witness.

Local government offices and police stations had been torched, the witnesses said. As on previous days, thousands of people gathered near the northern Benghazi courthouse on Sunday chanting: "We want to bring down the regime...Allahu Akbar!"

Benghazi and the surrounding area have been the focus of the unrest. But posts on social network sites, which could not be verified, referred to minor clashes in the capital Tripoli and overnight gunfire in Nalut to the west.

But Libya watchers said an Egyptian-style nationwide revolt was unlikely as regional grievances were a factor in the unrest.

Gaddafi has less support in the east but is respected by many Libyans despite the absence of Western-style democracy. And Libya's oil wealth allows him to spread largesse to smooth over social problems.

Gaddafi has long been reviled by Western governments, although commercial ties have helped to improve relations in recent years.

Libya has told the European Union it will stop cooperation with the bloc in stemming illegal migration to Europe if the EU encourages the protests, the Hungarian EU presidency said.

British Foreign Secretary William Hague urged Libya to begin dialogue with the protesters and implement reforms, in a phone call to Gaddafi's son Saif al-Islam Gaddafi.

#### BAHRAIN CONCILIATORY NOISES

In Bahrain, Crown Prince Sheikh Salman bin Hamad al-Khalifa, of the ruling Sunni Muslim dynasty made conciliatory noises after the violence in which six people died.

"All political parties in the country deserve a voice at the table," he told CNN. "I think there is a lot of anger, a lot of sadness...We are terribly sorry and this is a terrible tragedy for our nation," said the prince, who is seen as a reformist.

But Ibrahim Mattar, a lawmaker of the main opposition Wefaq party, said that they wanted the crown prince to show signs of addressing their demands before any formal dialogue could start.

"We are waiting for an initiative from him, with a scope for dialogue," he said, adding that the prince should "send a small signal he is willing to have a constitutional monarchy."

The opposition is demanding a constitutional monarchy that gives citizens a greater role in a directly elected government. It also wants the release of political prisoners.

On the crown prince's orders, troops and armored vehicles left Pearl Square on Saturday, which they had occupied after a police attack on protesters who set up a tent city there.

"I came here to prove we are united," said May Hadi, a 27-year-old Sunni woman. "Bahrain television is trying to show we are divided. We are not. They are trying to prove it is a Shi'ite revolution. We are asking for freedom in this country."

Speculation was growing that Prime Minister Sheikh Khalifa bin Salman al-Khalifa -- ensconced in office since independence from Britain in 1971 -- would be replaced by the crown prince, who has pushed aside for now the hawks in the royal court and is emerging as a leading player among the ruling elite.

Shi'ites have long complained of unfair treatment in Bahrain, an ally of the United States, whose Fifth Fleet is based there.

In Tunisia on Sunday, security forces fired into the air as tens of thousands of demonstrators gathered downtown to call for the replacement of the interim government -- a sign that problems are not all swept away with the removal of a dictator.

In Yemen, the leader of the secessionist Southern Movement was arrested and shots were fired at a demonstration in the capital Sanaa on the ninth consecutive day of unrest.

Thousands of people also staged sit-ins in other cities, demanding the departure of President Ali Abdullah Saleh, who renewed his call for the opposition to pursue a dialogue.

But the coalition of main opposition parties said there could be no dialogue with "bullets and sticks and thuggery," or with a government "which gathers mercenaries to occupy public squares ... and terrorize people."

At least 2,000 protesters gathered in a square in Morocco's capital on Sunday to demand that King Mohammed give up some of his powers and clamp down on government corruption.